

Mémoire de géopolitique

(CRE LCL VILLERBU)

Les conséquences géopolitiques de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada , les Etats-Unis et le Mexique entré en application le 1er janvier 1994 a une signification géopolitique majeure car il vise à instaurer une communauté nord-américaine rénovée dont les conséquences politiques et économiques sur le continent américain et dans le reste du monde constituent un facteur important dans le cadre de la mondialisation.

En termes commerciaux , l'ALENA consiste essentiellement à permettre au Mexique d'entrer dans le club de libre-échange existant entre les Etats-Unis et le Canada . Il est demandé au Mexique de s'ouvrir aux entreprises américaines et canadiennes dans la même mesure que les Etats-Unis et le Canada sont ouverts aux entreprises mexicaines . L'ALENA couvre de nombreux secteurs : automobile , textile , télécommunications , agriculture , investissements , banques , assurances , transports , environnement . Le respect de ces engagements implique la fin du protectionnisme et la réforme radicale des lois et règlements du Mexique , c'est-à-dire la réduction des tarifs douaniers et une plus grande ouverture aux capitaux.

N'ayant pas pour objectif la création d'une union économique et monétaire ou politique comme l'Union Européenne , l'ALENA ne se résume néanmoins pas à un simple accord commercial de libre-échange. Constituant un ensemble équivalent en population et produit intérieur brut à l'Union Européenne , il apparaît comme un instrument de pouvoir politique et économique vis à vis d'une part du Mexique et du reste de l'Amérique Latine et d'autre part de l'Union Européenne et du Japon . Par ailleurs , il représente une

étape essentielle dans l'évolution des stratégies nationales qui choisissent de plus en plus la voie du renforcement des organisations économiques régionales . L'ALENA est ainsi l'expression nord-américaine de la mutation de la stratégie géopolitique des Etats.

Les conséquences géopolitiques de l'ALENA sont donc de deux ordres car cet accord est à la fois un instrument de pouvoir politico-économique et l'expression de la mutation géopolitique des stratégies étatiques.

1

I . L'ALENA : instrument de pouvoir politique et économique.

I.1 Les réformes politiques et économiques au Mexique et dans le reste de l'Amérique Latine.

Le Mexique.

Le but global de l'accord est de nature géopolitique : il s'agit de consolider le processus mexicain de réforme économique et politique . Le traité sert à légitimer la transition vers la démocratie en favorisant des élections plus ouvertes donnant un rôle plus significatif à l'opposition pour renforcer la stabilité politique du Mexique . Il consacre

l'approbation par la communauté internationale des efforts mexicains pour déréglementer l'économie , en rassurant politiquement les investisseurs étrangers . Dans sa présentation de l'ALENA , le Président Clinton cite parmi les avantages de l'accord le fait qu'il consolide le caractère démocratique du régime mexicain . Par ailleurs , l'administration américaine et le gouvernement mexicain espèrent qu'à long terme , en stimulant le développement et en l'étendant au-delà des zones de frontière , l'ALENA contribue à endiguer l'émigration par la croissance de l'emploi au Mexique.

L'écroulement du peso en décembre 1994 a momentanément interrompu l'expansion du commerce et des investissements , fournissant aux opposants de l'ALENA l'occasion d'affirmer que le traité était un échec .Cependant , l'administration américaine avait investi un tel capital politique dans cet accord que Washington ne pouvait pas permettre la chute du Mexique.

En réalité , l'ALENA a atténué la panique provoquée par la crise du peso et permis au Mexique de s'en sortir plus rapidement qu'il ne l'aurait fait sans le traité . En dépit des difficultés et grâce à l'aide de ses partenaires , le Mexique a respecté ses obligations en augmentant certains tarifs douaniers mais en épargnant les produits cités par le traité . De fait , les exportations des Etats-Unis au Mexique ont atteint en 1996 un niveau supérieur à celui qui précédait l'entrée en vigueur du traité . Après une crise semblable survenue en 1982 , les exportations américaines avaient chuté de moitié et il fallut six ans pour qu'elles reviennent à la normale.

Pour cette raison , le président du Mexique a rejeté les arguments des adversaires de l'accord en expliquant qu'il avait permis à son pays de devenir le troisième partenaire commercial des Etats-Unis derrière le Canada et le Japon et d'améliorer ses performances en matière de productivité . Profondément convaincu que le libre-échange est l'un des plus puissants moteurs du développement pour mettre fin aux inégalités sociales et favoriser la stabilité politique , il a annoncé que le Mexique appuyait l'extension de l'accord à l'ensemble du continent américain.

Le reste de l'Amérique Latine.

Les autorités américaines espèrent , comme le président mexicain , que l'ALENA servira aussi de catalyseur pour le reste de l'Amérique Latine , le grand projet étant de réaliser à terme un marché unique de l'Alaska à la Terre de Feu . Le message de Washington est le suivant : " Si vous ne continuez pas à réformer vos régimes d'échanges et d'investissements, vous resterez sur la touche ". De profonds changements ont ainsi été observés dans les stratégies politiques de la grande majorité des pays d'Amérique Latine. Après des années de protectionnisme et d'aide publique , ces pays s'orientent sur la voie de la déréglementation , de la privatisation des entreprises publiques , de la réduction des dépenses publiques et du libre marché.

Les dirigeants des nations des Amériques et des Caraïbes , qui se sont rencontrés à Miami en décembre 1994 soit moins d'un an après l'entrée en vigueur de l'ALENA , ont discuté des propositions du Président Clinton visant à constituer une zone de libre-échange englobant l'ensemble du continent américain et se sont engagés à réaliser un plan d'action pour abattre progressivement les barrières au commerce et aux investissements , et à conclure les négociations avant 2005.

Parmi les pays d'Amérique Latine , le Chili est au premier rang pour l'entrée dans l'ALENA dès avant 2005 car il a mené une courageuse politique d'assainissement économique et a déjà conclu des accords commerciaux bilatéraux avec le Canada et le Mexique.

L'ALENA constitue donc un instrument politico-économique à l'égard du Mexique et du reste de l'Amérique Latine mais son influence s'étend également aux autres pôles de l'activité mondiale que sont l'Union Européenne et le Japon.

I.2 L'ALENA face à l'Union Européenne et au Japon.

L'Union Européenne.

L'actuelle politique américaine , favorable à des accords régionaux de libre-échange dont l'ALENA est la conséquence majeure , remonte à la moitié des années quatre-vingts , à l'époque où les Etats-Unis , frustrés par la lenteur de la réforme multilatérale des rapports commerciaux , commencèrent à prendre en considération les options bilatérales de libre-échange . Les négociations avec le Canada ont débuté en 1986 et visaient à éliminer la plupart des barrières douanières qui freinaient les investissements et le commerce entre les deux grands voisins . Il y avait un autre objectif , plus politique : démontrer aux autres nations - en particulier l'Union Européenne - qu'il existait une alternative au lent processus de réforme multilatérale.

3

Si une entente n'était pas trouvée pour décider un nouveau cycle de négociations multilatérales , les Etats-Unis allaient agir pour leur propre compte . Le message était clair et en 1984 après une réunion du GATT(accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) jugée stérile , le représentant américain déclara que les Etats-Unis étaient prêts à discuter avec toute nation d'une libéralisation du commerce . En 1986 , dans le rapport annuel au Congrès sur les activités commerciales, les Etats-Unis réaffirmaient qu'ils étaient disposés à des entretiens bilatéraux sur le libre-échange et soutenaient " qu' il est de plus en plus évident que les parties contractantes du GATT doivent prendre un engagement politique plus fort pour réaliser des progrès substantiels ". L'objet de cette critique était l'Union Européenne et joignant le geste à la parole , les américains entamèrent des discussions avec le Canada en vue d'un accord de libre-échange qui deviendra l'ALENA avec le Mexique.

La stratégie américaine a eu du succès et en 1986 à Punta del Este , en Uruguay, les ministres du commerce se réunirent

pour un nouveau cycle de négociations multilatérales . Mais quand les discussions du cycle de l'Uruguay commencèrent à s'enliser , les Etats-Unis employèrent la même façon de procéder en choisissant comme alternative l'ALENA dont le traité était signé le 12 août 1992 . En novembre 1993 , quelques semaines avant la séance décisive de clôture du cycle de l'Uruguay , le Président Clinton proposait la libéralisation des échanges étendue à la région Asie-Pacifique et le Congrès approuvait l' ALENA . Au dire des Américains , l'existence de l'ALENA et la perspective d'un accord similaire en Asie constituaient une alternative qui fournissait à Bruxelles un motif de plus pour conclure un accord multilatéral et ce dernier fut conclu.

Le Japon.

L'ALENA ne servit pas seulement à aiguillonner l'Union Européenne . Il fournit aussi aux Américains une occasion d'être sévères avec le Japon pour forcer le pas de ce dernier vers la réforme multilatérale et obtenir des mesures de libéralisation du commerce . Des exigences rigoureuses concernant l'origine nationale des marchandises et des investissements furent évoqués pour éviter que le Japon utilise le Mexique comme plate-forme d'importation.

Le gouvernement japonais qui , pendant des décennies , avait centré sa politique étrangère sur l'alliance avec les Etats-Unis , avait des réserves sur l'ALENA et resta sur la défensive . Il voyait se constituer face à lui un nouveau bloc commercial englobant toute l'Amérique du Nord et qui s'ajoutait au bloc européen dans la compétition économique mondiale . Le Japon finit par accepter l'ALENA comme un fait incontournable en observant que cet accord allait augmenter le volume du commerce international . A son tour , le Japon se tourna vers une structure régionale , l'APEC (Forum de la coopération économique Asie-Pacifique), pour sortir de son isolement en Asie et faire face à l'Union Européenne et à l'ALENA.

La première conséquence géopolitique de l'ALENA est donc qu'il représente un instrument de pouvoir politique et économique au Mexique et dans le reste de l'Amérique Latine mais aussi vis à vis de l'Union Européenne et du Japon . Par ailleurs , l'ALENA symbolise la nouvelle stratégie économique des Etats.

II. L'ALENA : expression de la mutation des stratégies géopolitiques.

II.1 Le nouveau régionalisme.

Ces dernières années , à l'image de l'ALENA , on constate la multiplication des accords régionaux de libre-échange par lesquels les Etats s'engagent dans un processus d'expansion du commerce dans leur zone géographique.

Sur le continent américain d'abord , les deux plus grands pays d'Amérique du Sud , le Brésil et l'Argentine , se sont unis au Paraguay et à l'Uruguay pour former le Mercosur , le marché commun du Cône Sud entré en vigueur un an après l'ALENA (1er janvier 1995) et visant à instaurer un espace de libre-échange et une union douanière. S'affirmant comme un espace économique intégré , cohérent et dynamique , le Mercosur est un ensemble régional représentant plus de 60% de la richesse de l'Amérique Latine et

constitue avec l'ALENA la forme la plus significative de la mutation qui s'est opérée ces dernières années.

Dans la région des Caraïbes , existe le CARICOM (communauté des Caraïbes) qui regroupe en un marché commun les Etats indépendants de la région (Belize , Bahamas , Jamaïque , Barbade , Tobago) et les trois dernières dépendances britanniques qui l'année même de l'entrée en application de l'ALENA ont décidé de former une association d'Etats.

Les membres de la communauté Andine dont font partie la Bolivie , la Colombie , l'Equateur , le Pérou et le Venezuela ont entrepris un effort important de réduction des barrières commerciales régionales au moment des négociations américano-canadiennes (1988) sur la liberté du commerce nord-américain.

En Asie , l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) comprenant Brunei , l'Indonésie , la Malaisie , les Philippines , Singapour et la Thaïlande ont constitué en 1992 , pour faire face à l'ALENA , une zone de libre-échange élargie aux nouveaux membres (Viêt-nam , Birmanie , Cambodge , Laos) et dont la réalisation s'échelonnera sur plusieurs années.

Par ailleurs , le Forum de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) regroupant l'ASEAN , la Chine , Taiwan , le Japon , la Corée du Sud , l'Australie , la Nouvelle-Zélande , la Papouasie-Nouvelle-Guinée , le Chili , le Canada , le Mexique et les Etats-Unis , vise à accroître les relations commerciales entre pays riverains de l'océan pacifique dans la perspective d'une libération totale des échanges fixée en 2020 . Il est évident que l'ALENA a influencé l'APEC à la fois comme modèle et comme moteur pour des pays tels

que le Japon et l'Australie qui en sont les initiateurs par crainte de l'isolement économique.

L'Union Européenne qui constitue déjà un ensemble régional économique intégré poursuit aussi la libéralisation du commerce dans des zones géographiques relevant de son influence en concluant des accords préférentiels qui incluent dans une certaine mesure l'élimination des tarifs douaniers . Des accords ont ainsi été conclus avec les pays d'Europe centrale et orientale , les Pays Baltes , ce qui reste de l'AELE (Association Européenne de Libre-Echange : Norvège , Suisse , Islande , Liechtenstein) , Israël , Chypre et Malte . Des négociations sont prévues avec la Turquie , la Russie , l'Ukraine et les pays du Maghreb.

Le succès de l'ALENA et des accords régionaux de libre-échange qui l'ont imité est dû à deux changements qui ont marqué l'histoire récente : d'abord , la fin de la guerre froide , qui a autorisé et encouragé les nations en voie de développement à abandonner le socialisme d'Etat pour des marchés plus libres . Ensuite , la révolution dans les transports , dans l'information et la productivité qui a permis aux entreprises de répartir leur activité de programmation , de production et de marketing dans le monde entier , en fonction des avantages liés à la compétitivité.

Dés que les gouvernements manifestent leur intérêt pour un accord commercial régional , la communauté économique soutient activement le projet . En fait , il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui , les coalitions économiques transnationales sont en passe de devenir des acteurs géopolitiques.

Deux exemples en sont fournis avec le " Pacific Business Forum " , institué au sommet de l'APEC en 1993 et le " Transatlantic Business Dialogue " créé en 1995 par le secrétaire au commerce américain et le vice-président de la Commission

Européenne . Les deux forums fournissent aux industriels , d'un côté et de l'autre de leurs océans respectifs , une plate-forme pour promouvoir la coopération et se consulter sur le développement des relations commerciales et industrielles . Dans le contexte transatlantique, il faut souligner l'importance des progrès réalisés en direction de la reconnaissance mutuelle des standards et de l'élimination des doubles procédures de contrôle.

L'ALENA , symbole du nouveau régionalisme économique peut être considéré comme le facteur déterminant de l'évolution actuelle de la politique géographique des Etats grâce à son antériorité et au poids des Etats-Unis . Il a en quelque sorte ouvert la voie à une libéralisation régionale que l'on croyait jusque là réservée à l'Europe qui en poursuit la forme la plus accomplie.

II.2 La nature stratégique des accords commerciaux régionaux.

L'ALENA est l'exemple de la nouvelle orientation de la politique mondiale : dans la majeure partie des régions du monde , les accords commerciaux sont en train de se substituer aux accords de sécurité comme fondement et expression géopolitique des relations entre Etats . En 1995 , la Commission Européenne affirmait dans un

rapport que les accords régionaux de libre-échange sont un " indicateur de la force de nos relations avec un pays ou une région et qu'ils doivent tenir compte de considérations stratégiques plus larges , de nature économique et politique " .

Bien qu'un accord commercial ne livre pas la solution adaptée à tous les problèmes de sécurité , pour la majorité des nations, les questions économiques sont passées au premier rang des priorités . Cela n'illustre pas seulement la fin de la guerre froide , mais se traduit également dans un processus parallèle qui voit les hommes politiques plus orientés vers le commerce à l'instar des présidents américain et français qui , lors de leur déplacements internationaux , se comportent en véritables VRP des entreprises de leurs pays.

L'un des paradoxes liés aux accords de libre-échange , notamment l'ALENA , est que les conditions économiques qui les engendrent - à savoir la globalisation et la libéralisation de l'économie mondiale - ont pour effet de réduire le pouvoir exercé par chacun des participants , y compris celui des Etats-Unis . En effet , comme le marché américain est déjà plutôt ouvert et que les tarifs douaniers mondiaux ont nettement diminué au cours des dernières années , un traité de libre-échange avec les Etats-Unis n'est pas forcément aussi avantageux qu'auparavant pour les autres pays.

La grande majorité des pays du monde continuent à libéraliser l'économie , non parce qu'ils ressentent l'obligation de céder aux pressions américaines , mais essentiellement parce qu'ils savent que tel est leur intérêt à long terme . Les gouvernements

n'éprouvent la nécessité de satisfaire les exigences de Washington que dans le cas d'activités commerciales de grandes dimensions , quand un flux important d'exportations est menacé de représailles unilatérales par les Etats-Unis , ce qui est un cas extrême qui se résout d'ailleurs toujours par une négociation entre des partenaires attachés l'un comme l'autre à la liberté du commerce.

Par conséquent , la concomitance de la tendance mondiale vers un commerce plus libre et de la forte croissance économique des régions en développement a eu pour effet de relativiser le poids des Etats-Unis . Ces derniers se trouvent engagés dans la régionalisation commerciale qui leur ouvre des marchés mais leur crée également des obligations comme l'a démontré l'ALENA au moment de la crise du peso mexicain.

CONCLUSION

Pour retenir l'essentiel , il convient de souligner que l'ALENA représente la réussite de l'ambitieuse volonté de créer un espace commercial commun à partir de systèmes politiques et socio-économiques très différents . Il occupe ainsi une place significative dans le monde comme facteur de transformation géopolitique en étant d'une part , un instrument de pouvoir politico-économique sur l'ensemble du continent américain ainsi que vis à vis de l'Union Européenne et du Japon et d'autre part , l'expression de la mutation

des stratégies régionales des Etats , conséquence de la fin de la guerre froide et de la mondialisation .

Face à l'Union Européenne qui devient la forme la plus achevée de l'intégration économique et monétaire , l'ALENA préfigure l'organisation mondiale de demain constituée par des ensembles économiques consolidant les identités régionales et faisant émerger trois pôles de libre-échange de plus en plus intégrés : les Amériques , l'Asie et l'Europe élargie à son pourtour méditerranéen et à la Russie.

